

**TOUS ENSEMBLE POUR LE RETRAIT DU PLAN POWER 8 !
UNE SEULE SOLUTION : LA GRÈVE GÉNÉRALE À AIRBUS !
LES SYNDICATS DOIVENT LA PRÉPARER ET Y APPELER !
LES SALARIÉS PEUVENT SE RÉUNIR PARTOUT ET L'IMPOSER !**

Le plan « Power 8 », approuvé à l'unanimité par le Conseil d'administration d'EADS, prévoit **10 000 suppressions de postes** (sur 55 000) chez Airbus (4300 en France, 3700 en Allemagne, 1600 en Grande-Bretagne, 400 en Espagne). Le plan prévoit en outre des abandons de sites (Laupheim et Varel en Allemagne, Saint-Nazaire-Ville en France) et des cessions progressives (Filton en Grande-Bretagne, Méaulte en France et Nordenham en Allemagne), ce qui entraînerait à terme des suppressions d'emplois supplémentaires. Au même moment, le magazine allemand *Focus* révèle qu'**Airbus envisage de passer de 35 à 40 heures de travail hebdomadaires sans compensation** dans le cadre de son plan de restructuration. Les

NATIONALISATION SANS INDEMNITÉS NI RACHAT DE L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE !

Aujourd'hui, **Ségolène Royal** cherche à **démobiliser les travailleurs en faisant croire qu'elle reviendra une fois élue sur ce plan**. En fait, elle ne s'engage qu'à « demander » la suspension du plan, ce qui ne mange pas de pain ! De même, **M.-G. Buffet**, pour le PCF, demande un « moratoire suspensif sur les plans de suppressions d'emplois et de fermetures de sites » et « l'ouverture d'un débat avec les directions d'entreprises, les salariés et les élus pour que soient examinées et mises en œuvre des propositions alternatives crédibles en France ». On ne fait pas mieux pour démobiliser les travailleurs, alors que *l'heure est au combat de classe, pas au « débat » apaisé entre « partenaires sociaux »* !

Comme l'ex-« gauche plurielle », **les directions syndicales formulent des propositions faussement alternatives**. La CGT propose que les institutions publiques ou « parapubliques » rachètent des actions afin de peser davantage dans la direction d'Airbus ; elle précise que sa « solution » n'est pas « contraire aux règles européennes ». FO, syndicat majoritaire à Airbus, voudrait « augmenter la part de l'État dans le capital de l'entreprise » ou faire « intervenir financièrement les Régions françaises ». Tout cela n'est que poudre aux yeux, qui ne changerait rien à la gestion capitaliste d'Airbus ! *Cela ne sert à masquer l'origine des problèmes : la privatisation d'Airbus par la « gauche plurielle » et la logique même du capital financier.*

UNITÉ POUR IMPOSER LE RETRAIT DU PLAN POWER 8 PAR LA GRÈVE GÉNÉRALE !

Quels que soient les désaccords sur les perspectives politiques, l'heure est au combat uni contre Power 8. **Toutes les forces syndicales et politiques du mouvement ouvrier doivent prendre position pour la grève générale** des salariés d'Airbus et mettre toutes leurs forces pour la préparer.

Les travailleurs d'Airbus sont prêts au combat. En Allemagne, dès l'annonce du plan, mercredi 28 février, les ouvriers des trois usines visées ont cessé le travail. Simultanément, 1 800 de leurs camarades débrayaient à Saint-Nazaire et 1 200 à Nantes, tandis qu'un millier d'autres se rassemblaient à Toulouse. À Méaulte, les salariés se sont mis en grève dès mercredi et l'ont poursuivie jeudi.

Louis Gallois, président d'Airbus est immédiatement monté au créneau : « Je suis sûr que tout le monde sait que des grèves qui dureraient pénaliseraient non pas la direction mais tout Airbus parce que c'est la relation avec les clients qui est en cause. » **Cette déclaration prouve que les capitalistes ont peur des salariés, ils savent qu'une grève dure est possible !**

commandes d'Airbus sont pleines : il ne s'agit pas de diminuer les heures de travail, mais de faire travailler plus et gratuitement les salariés qui ne seront pas liquidés.

Un rapide historique s'impose pour comprendre comment on en est arrivé là. Airbus a été créé en 1970 comme un consortium de constructeurs aéronautiques nationaux. La composante française était Aérospatiale, entreprise nationalisée issue de la fusion entre Sud Aviation et Nord Aviation. **Le gouvernement Jospin (dont Royal et Buffet étaient ministres) a privatisé Aérospatiale**, permettant en 2001 la transformation d'Airbus en société dominée par les actionnaires, détenue à 80% par EADS (avec des participations publiques minoritaires).

Quant aux principales forces d'extrême gauche », elles ne proposent que des « solutions » réformistes. LO se contente de demander la levée du secret bancaire et commercial, comme si cela pouvait suffire ! La LCR se prononce certes pour la renationalisation (« sans indemnisation des gros actionnaires ») sous contrôle des salariés, mais elle laisse croire qu'on pourrait l'imposer à un gouvernement bourgeois aujourd'hui ! Et agiter comme elle le fait la « perspective d'un service public européen de la construction aéronautique » est un leurre si l'on reste dans le cadre de l'Union européenne actuelle et du capitalisme. Quant au PT, il se dit pour la nationalisation d'Airbus, mais pas sans indemnités ni rachat, pas sous contrôle ouvrier, et il s'en remet à « l'État actionnaire », présenté comme représentant de la « nation » !

Toutes ces propositions réformistes sont illusoire : aujourd'hui, seul un gouvernement des travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs pourra nationaliser les sites d'Airbus et placer cette industrie clé sous le contrôle des travailleurs. Pour cela, un tel gouvernement, s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs, expropriera les capitalistes d'Airbus et d'EADS sans indemnités ni rachat, rompra avec la logique capitaliste elle-même et construira de nouvelles coopérations industrielles avec les autres pays, en appelant les travailleurs à y édifier eux aussi leur propre gouvernement.

Le problème, c'est que les directions des syndicats n'avancent pour le moment aucune perspective de grève dure, seule susceptible de faire plier la direction d'Airbus. Elles se contentent d'appeler à une demi-journée de grève le 6 mars et à une journée d'action européenne mi-mars. Or, **face à une attaque d'une telle ampleur, les « journées d'action » sans perspective mènent droit dans le mur**.

C'est pourquoi il faut exiger des directions syndicales qu'elles convoquent sur tous les sites des Assemblées générales et mettent à l'ordre du jour la question de la grève générale des salariés d'Airbus en Europe.

Sans attendre, les travailleurs ont la capacité de s'auto-organiser, d'édifier leurs comités de lutte et de se battre pour construire la grève et imposer la grève générale : ce que les étudiants ont fait l'année dernière, les travailleurs d'Airbus peuvent le faire cette année ! *À la veille des élections, le gouvernement français ne prendra certainement pas le risque d'une grève longue et puissante qui risquerait de s'étendre !*